Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 décembre 2005
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Le secteur manufacturier canadien a-t-il pris du retard par rapport à son homologue américain? 2

Indice des prix des logements neufs, octobre 2005 3

Éditeurs de journaux, 2004 3

Dépenses de l'administration fédérale au chapitre des activités scientifiques et technologiques, 2005-2006 4

Revenu total des familles agricoles, 2003 5

Prix des produits agricoles, octobre 2005 6

Nouveaux produits 7

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Étude : Le secteur manufacturier canadien a-t-il pris du retard par rapport à son homologue américain?

Cette dernière année, les fabricants se sont montrés quelque peu pessimistes par rapport à leur futur, puisque les livraisons et les commandes ont stagné, alors que les stocks s'accumulaient. De prime abord, on constate que le tableau des livraisons manufacturières a été bien plus sombre au Canada qu'aux États-Unis, selon une nouvelle étude publiée aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*.

Entre septembre 2004 (où l'écart est né) et août 2005, la différence en dollars courants a été de 5,2 points de pourcentage pour ce qui a trait à la croissance des livraisons américaines et canadiennes avec un gain de 5,5 % aux États-Unis et un gain de 0,3 % seulement au Canada. Dans l'ensemble, 14 branches d'activité sur 21 ont concouru à cette divergence, surtout celles du matériel de transport, du bois, du pétrole, des produits chimiques et des aliments, soit des industries manufacturières de première importance au Canada.

L'écart des livraisons entre le Canada et les États-Unis depuis un an s'explique en majeure partie par des différences de prix des produits manufacturés à la sortie de l'établissement de fabrication. Une fois l'effet des prix éliminé, on constate que, en dollars constants, le rythme des livraisons canadiennes était presque égal à celui que l'on peut observer chez notre voisin du sud. L'écart canado-américain sur ce plan est pratiquement aboli (il n'est plus que de 0,3 point). En fait, le Canada a mieux fait que les États-Unis dans 11 des 21 branches d'activité si on prend une mesure des livraisons en dollars constants.

L'appréciation récente de notre dollar a eu pour effet d'abaisser nos prix à la production. Les fabricants exportent près de la moitié de tout ce qu'ils expédient. Au nombre des industries qui écoulent une grande partie de leurs biens sur le marché extérieur, on compte celles des véhicules automobiles, de la machinerie, des pâtes et papier et des produits du bois. Les prix de ces biens sont habituellement en dollars américains. Comme ces fabricants canadiens sont payés en dollars américains, ils ont reçu moins de dollars canadiens lorsque le taux de change a monté. Si les revenus tirés des exportations ont été en baisse, les prix des facteurs de production sont demeurés les mêmes (sauf ceux des biens d'équipement qu'ils importent).

Avec un dollar en hausse, les fabricants canadiens se sont heurtés à une concurrence plus vive sur le marché extérieur, puisque leurs produits coûtaient plus cher. Tout au long des années 1990, un dollar de moindre valeur a accru la demande intérieure de biens fabriqués au Canada par un renchérissement des produits importés, alors que nos exportations coûtaient moins cher à l'acheteur étranger. Dans une situation de faiblesse de notre dollar qui favorisait nos fabricants, l'écart des livraisons a constamment décru. Le dollar canadien devait finalement toucher le fond en janvier 2002 pour s'établir à une valeur de 62,49 cents américains. Depuis 2003, il n'a cessé de monter.

Le rôle des différences de prix comme explication de cet écart a été particulièrement important dans le cas de l'automobile et des produits du bois, du pétrole et du charbon.

Le Canada est devancé par les États-Unis dans les livraisons surtout en raison des prix, alors que des différences structurelles expliquent en majeure partie le reste de l'écart de croissance des livraisons, plus particulièrement dans le cas des produits informatiques et électroniques. Si les produits informatiques et électroniques avaient été aussi importants au Canada qu'aux États-Unis, l'écart entre les livraisons aurait été moindre.

Dans l'ensemble, les livraisons croissent en volume au même rythme au Canada qu'aux États-Unis, mais les fabricants canadiens seraient à la traîne pour les bénéfices. De leur creux de 2002 à 2004, les bénéfices des fabricants se sont élevés de 191 % aux États-Unis et de 19 % seulement au Canada. Cela reflèterait en grande partie l'effet contraignant d'un dollar fort sur les prix.

L'étude spéciale intitulée «Le secteur manufacturier canadien a-t-il pris du retard par rapport à son homologue américain?» est maintenant accessible gratuitement en ligne. Elle paraît aussi dans le numéro en ligne de décembre de *L'observateur économique canadien*, vol. 18, n° 12 (11-010-XIB, 19 $ / 182 $) qui est maintenant en vente. La version mensuelle imprimée de *L'observateur économique canadien*, vol. 18, n° 12 (11-010-XPB, 25 $ / 243 $) paraîtra le 15 décembre.

Le numéro de décembre de la publication vedette de Statistique Canada portant sur les statistiques économiques, *L'observateur économique canadien*, présente aussi une étude spéciale ayant pour titre «Les grossistes de produits pharmaceutiques, une industrie en ébullition».

Pour plus de renseignements sur *L'observateur économique canadien*, à partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *Comptes nationaux*. Sur cette page, cliquez sur la publicité de *L'observateur économique canadien*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (*oec@statcan.ca*), Groupe de l'analyse de conjoncture. ■

Indice des prix des logements neufs
Octobre 2005

Les prix des logements neufs ont augmenté de 0,7 % en octobre par rapport à septembre. L'augmentation sur 12 mois a été de 5,4 %, comparativement à 4,9 % le mois précédent.

Les hausses des coûts des matériaux de construction et de la main-d'oeuvre, conjuguées à l'accroissement des coûts du carburant, ont continué d'entraîner les prix des logements neufs à l'échelle nationale. L'augmentation de la valeur des terrains a contribué à la hausse des prix dans 7 des 21 régions métropolitaines visées par l'enquête.

Selon l'Indice des prix des logements neufs (fondé sur les prix de vente des entrepreneurs pour les logements neufs dans 21 régions métropolitaines), le prix des maisons neuves a augmenté de 0,7 % d'un mois à l'autre, comparativement à la hausse de 0,6 % observée le mois précédent.

L'Indice des prix des logements neufs (1997=100) a atteint 131,7 en octobre.

Quinze des 21 régions métropolitaines visées par l'enquête ont affiché des gains mensuels. Calgary (+3,4 %) a ouvert la voie pour un deuxième mois d'affilée, devant Edmonton (+1,1 %). Ces augmentations de prix s'expliquent surtout par l'accroissement des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux, et en particulier du bois de construction. À Calgary, l'augmentation des coûts du carburant a été citée comme facteur de ces augmentations. La hausse des valeurs des terrains a aussi été un facteur dans les deux régions métropolitaines.

Ottawa–Gatineau (+0,8 %), Québec, St. Catharines–Niagara, Regina (+0,7 % dans les trois cas), St. John's et Hamilton (+0,6 % dans chaque cas) ont affiché des hausses considérables, surtout en raison de l'augmentation des coûts des matériaux et de la main-d'oeuvre. Les coûts du carburant ont aussi été mentionnés comme cause de l'augmentation à Regina.

Il y a aussi eu des augmentations mensuelles à Saint John, à Fredericton et Moncton, à Montréal, à Toronto et Oshawa, à Kitchener, à Grand Sudbury/Greater Sudbury et Thunder Bay, à Winnipeg et à Victoria.

Quatre régions métropolitaines n'ont pas affiché de variation mensuelle, tandis que Charlottetown (-0,2 %) et Windsor (-0,1 %) ont enregistré les seules diminutions.

Indice des prix des logements neufs
(1997=100)

	Octobre 2005	Octobre 2004 à octobre 2005	Septembre à octobre 2005
		var. en %	
Canada	**131,7**	**5,4**	**0,7**
Maisons seulement	140,0	5,0	0,9
Terrains seulement	115,4	5,6	0,3
St. John's	126,8	5,0	0,6
Halifax	129,7	6,5	0,0
Charlottetown	115,6	4,6	-0,2
Saint John, Fredericton et Moncton	110,0	3,8	0,1
Québec	137,5	5,3	0,7
Montréal	143,4	4,1	0,4
Ottawa–Gatineau	156,8	4,3	0,8
Toronto et Oshawa	134,3	4,6	0,4
Hamilton	136,3	5,1	0,6
St. Catharines–Niagara	139,3	5,5	0,7
Kitchener	132,5	4,0	0,2
London	127,2	4,8	0,0
Windsor	105,7	2,6	-0,1
Greater Sudbury/Grand Sudbury et Thunder Bay	100,8	2,0	0,1
Winnipeg	135,8	8,9	0,4
Regina	144,6	5,7	0,7
Saskatoon	128,3	3,7	0,0
Calgary	153,6	9,6	3,4
Edmonton	142,1	8,3	1,1
Vancouver	106,8	4,7	0,0
Victoria	117,7	10,0	0,1

Note: *Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines.*

Données stockées dans CANSIM : tableau 327-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2310.

Le numéro du troisième trimestre de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XIF, 20 $ / 59 $) paraîtra en janvier 2006.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-9606 (*infounit@statcan.ca*) ou avec Randy Sterns au (613) 951-8183 (*sterran@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539. ■

Éditeurs de journaux
2004

Les éditeurs de journaux ont connu en 2004 une légère croissance étant donné que l'augmentation des revenus a ralenti et que la marge bénéficiaire de l'industrie est demeurée stationnaire. Les journaux communautaires et hebdomadaires ont continué à croître plus rapidement que les quotidiens, leurs revenus publicitaires ayant

affiché un taux de croissance deux fois supérieur à celui des quotidiens.

Les revenus de l'industrie de l'édition de journaux ont augmenté de 3,2 % pour atteindre 5,0 milliards de dollars en 2004, soit une légère baisse par rapport à l'augmentation de 4,5 % affichée en 2003. Les revenus publicitaires, qui ont représenté près des trois quarts des revenus de l'industrie, ont progressé de 4,0 % pour atteindre 3,5 milliards de dollars. Un facteur ayant contribué à cette augmentation a été la forte croissance des journaux communautaires et hebdomadaires.

Les quotidiens ont réalisé des revenus publicitaires de 2,6 milliards de dollars tandis que ceux des journaux communautaires et hebdomadaires se sont élevés à 900 millions de dollars. Même si les journaux communautaires et hebdomadaires sont habituellement des entreprises de plus petite taille que les quotidiens, leurs revenus publicitaires ont enregistré une croissance plus rapide en 2004 ainsi que dans chacune des trois années précédentes. Depuis 2000, les journaux communautaires et hebdomadaires ont enregistré une croissance de 20 % de leurs revenus publicitaires, tandis que celle des quotidiens se limitait à 2 %.

Les éditeurs ont affiché des augmentations importantes de leurs revenus provenant de la diffusion en 2003 et en 2004, des changements dans les méthodes comptables ayant contribué en partie à cette hausse. Depuis 2003, un certain nombre d'éditeurs de journaux qui déclaraient leurs revenus nets de diffusion, c'est-à-dire après avoir soustrait les frais de distribution, déclarent désormais l'ensemble des revenus de diffusion et des frais plus élevés reliés à la distribution. Les revenus de diffusion s'élevaient à 830 millions de dollars en 2004, soit une augmentation de 6,4 % par rapport à 780 millions de dollars en 2003.

En 2004, les dépenses d'exploitation des éditeurs de journaux ont progressé de 3,4 % pour atteindre 4,3 milliards de dollars. Les salaires, les traitements et les avantages sociaux versés aux employés ont représenté environ 41 % des dépenses d'exploitation, soit un total de 1,8 milliard de dollars, en hausse de 3,6 % par rapport à 2003.

De 2003 à 2004, le bénéfice d'exploitation de l'industrie est demeuré inchangé, s'étant établi à 14,9 %.

Données stockées dans CANSIM : tableau 361-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4710.

Pour plus de renseignements au sujet de cette enquête, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Allison Bone au (613) 951-3010 (*allison.bone@statcan.ca*), Division des industries de service. Télécopieur : (613) 951-6696. ■

Dépenses de l'administration fédérale au chapitre des activités scientifiques et technologiques

2005-2006 (perspectives)

Les dépenses de l'administration fédérale pour les activités scientifiques et technologiques devraient dépasser les 9 milliards de dollars pour l'année financière 2005-2006, dont la majorité ira à la recherche et au développement.

L'enquête sur les activités scientifiques et technologiques de l'administration fédérale indique que les dépenses totales prévues atteindront 9,1 milliards de dollars. Cela représente 4,9 % des dépenses totales de l'administration fédérale, comparativement à 3,6 % en 1994-1995.

Par rapport à 2004-2005, il n'y a pas eu d'augmentation des dépenses totales au chapitre des activités scientifiques et technologiques. On observe cependant une hausse de 16 % des montants alloués pour l'enseignement supérieur qui ont atteint 2,8 milliards de dollars. Les baisses observées dans les dépenses pour les activités scientifiques et technologiques exécutées par le gouvernement fédéral et l'aide aux entreprises et aux institutions à but non lucratif ont fait contrepoids à la hausse.

Du total, 63 cents de chaque dollar investi en science et technologie vont être dépensés en recherche et développement, soit la deuxième plus grande proportion des dix dernières années.

Les 5,8 milliards de dollars prévus en recherche et développement incluent l'exécution intra-muros (les activités menées principalement par des employés du gouvernement fédéral) et le financement extra-muros (les activités gérées et exécutées par des organismes non-fédéraux).

L'administration fédérale prévoyait exécuter elle-même plus de la moitié (52 %) de ses travaux en science et technologie et exécutera, elle-même, 37 % ou 2,1 milliards de dollars du total des dépenses en recherche et développement.

Le financement de la recherche et du développement du secteur de l'enseignement supérieur par l'administration fédérale devrait atteindre un peu plus de 2,5 milliards de dollars.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4212.

Le bulletin de service *Statistique des sciences*, vol. 29 nº 7 (88-001-XIF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Science et technologie*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lloyd Lizotte au (613) 951-2188 (*lloyd.lizotte@statcan.ca*) ou avec Antoine Rose au (613) 951-9919 (*antoine.rose@statcan.ca*), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

Revenu total des familles agricoles
2003

Pour la première fois depuis 1990, les familles exploitant des fermes relativement grandes ont tiré plus de la moitié de leur revenu total de sources hors ferme, se joignant ainsi aux familles exploitant de petites et de moyennes fermes qui comptent sur le revenu hors ferme comme principale source de revenu depuis plusieurs années. Seules les familles exploitant les plus grandes fermes canadiennes ont continué de compter sur le revenu tiré de sources agricoles pour plus de la moitié de leur revenu total.

Les familles exploitant de petites fermes, c'est-à-dire celles dont les revenus se situent entre 10 000 $ et 49 999 $, ont compté de façon constante sur le revenu hors ferme comme principale source de leur revenu total. De 1990 à 2003, la part du revenu total tiré de sources hors ferme a varié de 87,1 % à 92,6 %.

Les familles exploitant une ferme de taille moyenne (revenus de 50 000 $ à 99 999 $) ont aussi compté sur le revenu hors ferme comme principale source de leur revenu total. De 1990 à 2003, la dépendance à l'égard du revenu hors ferme des fermes de taille moyenne s'est accrue. En 1990, le revenu hors ferme représentait 66,3 % du revenu total de ces familles et en 2003, cette proportion s'élevait à 90,0 %.

Chez les familles exploitant de grandes fermes (revenus annuels de 100 000 $ à 499 999 $), la part du revenu tiré de sources hors ferme a aussi crû de façon continue. En 1990, 37,3 % du revenu de ces familles provenait de sources hors ferme. En 2003, cette proportion est passée à 52,1 %.

Les familles exploitant de très grandes fermes (revenus de 500 000 $ et plus) sont l'unique exception à la tendance. La part du revenu total annuel que ces familles ont tirée de sources hors ferme est demeurée relativement stable, s'étant établie entre 25,9 % et 33,5 % depuis 1990.

En 2003, le revenu total moyen des familles exploitant de grandes fermes a diminué pour la deuxième fois depuis le début de la série de données en 1990. La hausse de 1,8 % du revenu hors ferme moyen et le bond de 39,6 % des paiements de programme nets n'ont pas suffi à faire contrepoids à la chute de 42,0 % du revenu net moyen du marché.

Les sécheresses consécutives en 2001 et en 2002 ainsi que la fermeture de la frontière aux exportations de bovins vivants à la suite de la découverte d'un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) chez une vache du nord de l'Alberta en 2003 comptent parmi les principaux facteurs qui expliquent la chute du revenu net moyen du marché en 2003. Une fois rajusté pour tenir compte de la déduction pour amortissement, le revenu moyen du marché des familles agricoles exploitant de grandes fermes axées sur les affaires a diminué pour se situer à un déficit de 6 843 $.

La hausse des dépenses liées aux engrais et à la chaux, aux pesticides, aux travaux à forfait et à la location de machines, au carburant pour machines, aux réparations, aux permis et aux assurances pour les machines, et la hausse des frais d'intérêts nets sont parmi les autres facteurs ayant contribué à la baisse du revenu net du marché.

Nota : La présente analyse ne porte que sur les familles exploitant des fermes axées sur les affaires. La diffusion de ces données administratives agrégées et des analyses connexes est financée par Agriculture et Agroalimentaire Canada et elles sont un complément des sources de données d'enquête sur les revenus agricoles. Même si les données administratives sont diffusées plus tard que les données d'enquête correspondantes, ces données permettent de brosser un portrait plus exhaustif des exploitations agricoles canadiennes et de donner un aperçu dans un contexte historique annuel des changements au fil du temps de la dépendance des familles agricoles à l'égard du revenu hors ferme.

Dépendance à l'égard du revenu hors ferme[1] des familles agricoles exploitant une ferme axée sur les affaires

	Petites fermes (revenus de 10 000 $ à 49 999 $)	Fermes moyennes (revenus de 50 000 $ à 99 999 $)	Grandes fermes (revenus de 100 000 $ à 499 999 $)	Très grandes fermes (revenus de 500 000 $ et plus)
	%			
1990	89,7	66,3	37,3	32,1
1991	89,2	66,0	37,3	28,0
1992	88,6	67,1	37,7	28,9
1993	89,1	69,0	37,4	28,9
1994	90,6	70,5	39,4	29,1
1995	89,4	72,6	39,2	25,9
1996	90,8	75,9	40,5	25,9
1997	92,6	76,7	41,9	31,2
1998	89,7	76,7	44,1	32,5
1999	89,4	79,9	45,1	33,4
2000	90,5	82,1	46,9	33,5
2001	87,1	82,4	46,5	33,4
2002	90,3	82,9	48,1	30,9
2003	88,0	90,0	52,1	33,1

1. Part du revenu hors ferme dans le revenu total excluant la déduction pour amortissement.

Sources du revenu des familles agricoles exploitant une grande ferme axée sur les affaires

	2002	2003	2002 à 2003
	$		var. en %
Revenu total[1]	**85 799**	**80 560**	**-6,1**
Revenu hors ferme[2]	**41 243**	**41 971**	**1,8**
Revenu d'emploi hors ferme	31 315	30 904	-1,3
Traitements et salaires[3]	28 424	28 167	-0,9
Revenu net d'un travail indépendant non agricole	2 891	2 737	-5,3
Revenu de placements	3 124	3 330	6,6
Revenu de pensions	877	919	4,8
Transferts sociaux gouvernementaux	2 967	3 056	3,0
Autres revenus hors ferme	2 959	3 762	27,1
Bénéfice net d'exploitation[1]	**44 556**	**38 589**	**-13,4**
Paiements de programme, nets	15 620	21 805	39,6
Revenu net du marché	28 936	16 784	-42,0
Ajustement pour la déduction pour amortissement (DPA)	22 610	23 627	4,5
Revenu net du marché rajusté pour la DPA	6 326	-6 843	-208,2
Revenu total rajusté pour la DPA	**63 189**	**56 933**	**-9,9**

1. Excluant la déduction pour amortissement.
2. Ne comprend pas les gains en capital imposables.
3. Peut comprendre les salaires et traitements payés aux membres de la famille par l'exploitation agricole.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3447.

Des données additionnelles peuvent être obtenues en consultant en ligne la publication *Statistiques sur les revenus des familles agricoles*, 2002 (21-207-XIF, gratuite). À partir de la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour toute demande de données personnalisées, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991 (*agriculture@statcan.ca*). Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lina Di Piétro au (613) 951-3171 (*lina.dipietro@statcan.ca*) ou avec Sylvana Beaulieu au (613) 951-5268 (*sylvana.beaulieu@statcan.ca*), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

Prix des produits agricoles

Octobre 2005

Il est maintenant possible de connaître les prix que les agriculteurs ont reçus en octobre pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales, les pommes de terre, les bovins, les porcs, la volaille, les oeufs et les produits laitiers.

En octobre, le prix du canola en Saskatchewan se situait à 252,92 $ la tonne métrique. Il s'agit d'une hausse de 5 % par rapport à septembre, mais d'une baisse de 14 % par rapport à octobre 2004 alors que le prix se situait à 293,78 $.

Le prix des veaux d'abattage en Ontario s'établissait à 98,90 $ pour 100 livres en octobre, en baisse de 4 % par rapport à septembre, mais en hausse de 22 % par rapport au prix d'octobre 2004 qui s'établissait à 81,23 $.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3436.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 (*marco.morin@statcan.ca*), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

Nouveaux produits

Direction des études analytiques, documents de recherche : Amour et argent : mobilité intergénérationnelle et appariement conjugal d'après le revenu des parents, nº 272
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2005272
(gratuit).

L'observateur économique canadien, décembre 2005, vol. 18, nº 12
Numéro au catalogue : 11-010-XIB (19 $/182 $).

Série d'études analytiques - Division des industries de service : Stratégies des petits et moyens fournisseurs de service Internet, nº 48
Numéro au catalogue : 63F0002XIF2005048
(gratuit).

Statistique des sciences, vol. 29, nº 7
Numéro au catalogue : 88-001-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

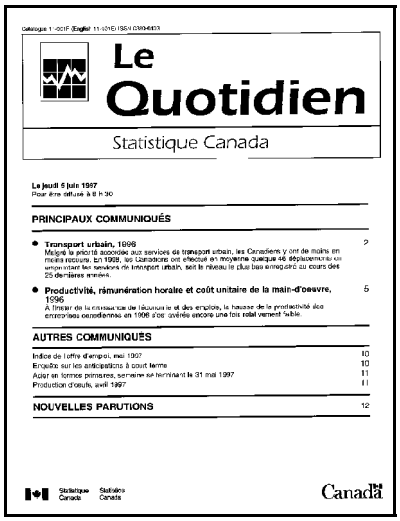
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.